

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché passé selon la procédure adaptée (MAPA)

N° 2026-01-CPAM57

*Marché réservé aux opérateurs économiques qui emploient des
travailleurs handicapés et défavorisés conformément aux dispositions de
l'article R.2113-7 du Code de la Commande Publique*

Objet du marché:

**COLLECTE ET DESTRUCTION SECURISEE OU NON DE PAPIERS,
ARCHIVES CONFIDENTIELLES ET AUTRES DECHETS DE
BUREAUX DE LA CPAM DE MOSELLE**

**POUVOIR ADJUDICATEUR
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE MOSELLE
27 rue des Messageries
CS 80001
57751 METZ CEDEX 9**

L'acheteur est représenté par :
Madame la Directrice de la CPAM de MOSELLE
Madame Claire ABALAIN

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 FORME DU MARCHÉ.....	4
1.3 PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 – PRIX DU MARCHÉ	6
5.1 FORME DES PRIX :	6
5.2 MOIS D’ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	6
5.3 CONTENU DES PRIX :	6
5.4 RÉVISION DES PRIX :	7
5.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	8
5.6 CLAUSE DE REEXAMEN.....	8
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	8
ARTICLE 7 – SOUS TRAITANCE.....	9
7.1.DISPOSITIONS RELATIVE À LA SOUS-TRAITANCE	9
7.2. MODALITÉS DE PAIEMENT DIRECT	10
ARTICLE 8 – PÉNALITÉS DE RETARD	10
8.1. PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
8.2. PÉNALITÉS EN CAS DE MANQUEMENT À LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	10
ARTICLE 9 – ASSURANCES	11
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ.....	11
ARTICLE 11 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 12 – RÉSILIATION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 13 – RESPONSABILITÉ.....	13
13.1 CONDITIONS D’ACCÈS AUX LOCAUX	13
13.2 LIENS JURIDIQUES	13
13.3 OBLIGATIONS DE DISCRETION – SECRET PROFESSIONNEL.....	13
13.4 RESPONSABILITÉ.....	13
ARTICLE 14 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	14

ARTICLE 15 - PARTICULARITES	14
ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES	14
16.1. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS	14
16.2. REGLEMENT JURIDICTIONNEL DES DIFFERENDS.....	14
ARTICLE 17 – CONFORMITE AU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	14
17.1 – DESIGNATION.....	14
17.2 – OBJET.....	15
17.3 – DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L’OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE.....	15
17.4 – DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES	15
17.5 – OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT.....	15
17.6 – OBLIGATION DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT.....	17
17.7 – RESPONSABILITE- DOMMAGES ET INTERETS EN CAS DE NON-RESPECT DES DISPOSITIONS LIEES A LA CONFORMITE DU RGPD.....	18
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise à disposition de containers, la collecte et la destruction sécurisée ou non de papier, archives confidentielles et autres déchets de bureaux sur l'ensemble des sites de la CPAM de MOSELLE.

Il s'agit d'un marché réservé aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et défavorisés conformément aux dispositions de l'article R.2113-7 du Code de la Commande Publique.

Les candidats ne répondant pas à ces conditions seront écartés.

Classification :

Nomenclature CPV	Nomenclature complémentaire
92512100-4 Services de destruction d'archives	90511400-6 Services de collecte du papier

Les prestations du marché concernent les 7 sites de la CPAM de MOSELLE suivants :

- Site de METZ – 10 rue Jean Laurain 57000 METZ
- Site de METZ-SABLON (local archives) – 35 rue de la Marne 57000 METZ
- Site de THIONVILLE – 2, allée Bel Air 57100 THIONVILLE
- Site de SARREGUEMINES – 2 rue de l'école 57200 SARREGUEMINES
- Site de SARREBOURG – 13 Avenue du Général de Gaulle 57400 SARREBOURG
- Site de FORBACH – 65 Avenue Saint Rémy 57600 FORBACH
- Site du CENTRE D'EXAMENS DE SANTE –14 rue Jean Laurain 57000 METZ

La description de la prestation est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des dispositions des articles R.2123-4, R.2123-5, R.2123-6 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il s'agit d'un **marché réservé** aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et défavorisés conformément aux dispositions de l'article R.2113-7 du Code de la Commande Publique.

Les candidats ne répondant pas à ces conditions seront écartés.

1.3 PARTIES CONTRACTANTES

1.31 Les parties contractantes sont :

- d'une part : le Pouvoir adjudicateur, représenté par Madame Claire ABALAIN, Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de MOSELLE, désignée dans le présent CCAP par l'expression "l'Organisme" ;

- d'autre part : chaque opérateur économique, titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP par l'expression "le Titulaire" ;

1.32 Le Pouvoir adjudicateur est représenté par Madame Claire ABALAIN, Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de MOSELLE ;

1.33 Le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de MOSELLE.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont énoncées ci-après.

Elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles.

Pièces particulières :

1. L'Acte d'engagement (A.E.) à compléter, parapher, dater et signer,
2. Le bordereau de prix (annexe 1 à l'AE) à compléter, dater et signer,
3. Le Cahier des clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
5. Le mémoire technique joint au dossier à compléter, dater et signer,
6. L'acte contractuel de confidentialité et son annexe à compléter, à dater et à signer ;
7. Le règlement de consultation.

Pièces Générales :

1. L'arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale ;
2. Le Code de la commande publique (ci-après désigné le « CCP »), issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, en vigueur depuis le 1er avril 2019 ;
3. Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.- F.C.S.) arrêté du 30 mars 2021 ;
4. De manière générale l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des pièces contractuelles du marché.

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 3 – EXECUTION DES PRESTATIONS

La description des prestations à fournir, leurs caractéristiques ainsi que les spécifications techniques sont indiquées à l'article 5 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Si le Titulaire du marché n'est pas en mesure d'assurer la continuité de la prestation, la CPAM de MOSELLE pourra annuler tout ou partie du marché sans indemnité, et confier la partie non exécutée du marché à un autre fournisseur.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une période de 1 an ferme à compter du **1^{er} Avril 2026 jusqu'au 31 Mars 2027**. Il peut être reconduit de façon tacite par période successive d'un (1) an sans que sa durée totale ne puisse excéder trois (3) ans et prendra donc fin au 31 Mars 2029.

En cas de non reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître par lettre recommandée avec accusé réception au titulaire du marché sa décision de ne pas reconduire le marché trois (3) mois avant la date de fin de marché.

Conformément à l'article R.2112-4 du CCP, le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La période située entre la date de l'accusé de réception de sa notification au candidat retenu et le 1^{er} Avril 2026 servira à la mise en place de l'ensemble du dispositif entre le titulaire du marché et la CPAM afin de garantir la bonne exécution des prestations prévues.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 12 du présent CCAP.

ARTICLE 5 – PRIX DU MARCHÉ

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires (annexe 1 de l'A.E.).

Ces prestations feront l'objet d'une facturation mensuelle à terme échu.

5.1 FORME DES PRIX :

Le marché est traité à prix unitaires selon le type de prestations :

- Prix unitaire forfaitaire pour le dépôt et le retrait des containers
- Prix unitaire à la tonne pour la destruction sécurisée des papiers, documents et archives diverses confidentielles
- Prix unitaire à la tonne pour la destruction de la collecte des déchets de bureaux non confidentiels : papiers, carton, acier (type canettes), plastique, verre et bois

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix forfaitaire annuel et des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement. Ils sont exprimés en Euros HT. Il s'y ajoute la TVA en vigueur.

Le marché est traité à prix ferme annuel pour la première année d'exécution puis révisable annuellement à la date anniversaire du marché.

5.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix; ce mois est appelé "mois zéro".

Pour le présent marché, le mois M0 est le mois qui précède la date limite de remise des offres tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

5.3 CONTENU DES PRIX :

Les prix du marché quelle que soit leur nature sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les frais de formation initiale à l'utilisation des fournitures et à la réalisation des prestations ;
- Tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport du matériel nécessaire à la prestation jusqu'au site concerne ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur de l'exécution des services.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière

de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Le Titulaire prend soin de signaler, par écrit, au Pouvoir Adjudicateur, et avant la notification de ce dernier, toute anomalie ou insuffisance qu'il a pu constater dans le cahier des charges.

En aucun cas, le Titulaire ne peut arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions pour justifier une demande de supplément de prix.

5.4 REVISION DES PRIX :

En application des articles R.2112-8 et R.2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix sont révisables au terme de chaque année.

Les prix seront révisés à la demande du Titulaire, à la date d'anniversaire d'effet du marché selon la formule de révision suivante. Ils sont réputés établis aux conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date de remise des plis. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Le mois de lecture de l'indice pour la révision est le mois anniversaire du contrat.

Au-delà de la première année, les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont révisées suivant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 (0,10 + 0,40 \frac{ICHT-E}{ICHT-E_0} + 0,50 \frac{FSD3}{FSD3_0})$$

Dans laquelle :

P = Prix de règlement pour l'exercice considéré

P₀ = Prix d'origine

ICHT-E = Indice du « coût horaire du travail - production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution » publié au moniteur. Indice en vigueur au mois de renouvellement annuel du marché - 3 mois.

ICHT-E₀ = Indice du « coût horaire du travail - production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution » publié au moniteur. Valeur d'origine telle que définie article 5.2.

FSD3 = Indice « Frais et services divers – modèle de référence n°3 » publié au Moniteur. Indice en vigueur au mois de renouvellement annuel – 3 mois.

FSD3₀ = Même indice que ci - avant avec valeur d'origine telle que définie article 5.2.

Les indices ci-dessus sont disponibles sur le site www.lemoniteur.fr/indices-index.fr

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, les calculs sont effectués avec deux décimales. Le prix ainsi révisé est arrêté à deux décimales.

La prise en compte de la révision des prix par l'Organisme est subordonnée à la présentation par l'Entreprise d'une demande comportant les détails de calcul et **le nouveau prix**.

Les indices et index susvisés sont disponibles sur le site www.lemoniteur-expert.fr

Le titulaire s'engage, pour permettre le contrôle et l'ajustement des prix, à adresser à l'Assurance Maladie de MOSELLE les nouveaux prix applicables calculés par application de la formule ci-dessus, à l'adresse mail suivante : groupe.ordonnancement.cpam-moselle@assurance-maladie.fr

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant.

5.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

En aucun cas, il ne pourra être tenu compte d'une hausse portée sur la facturation n'ayant fait l'objet d'un accord de l'Organisme. Toutefois, la CPAM de MOSELLE se réserve le droit de procéder à la fixation d'un nouveau prix dans l'éventualité d'une baisse de ceux-ci, si le titulaire se refuse à fournir la demande objet du paragraphe précédent.

Il convient de préciser que la CPAM de MOSELLE se réserve la possibilité de renégocier les prix ou de résilier le marché sans indemnité dans le cas où le taux de hausse découlant des dispositions ci-dessus se situerait **au-delà de 5 % par rapport aux prix de la période antérieure**. Cette résiliation intervenant, alors, après 3 mois de préavis.

5.6 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, des modifications par voie d'avenant à l'accord-cadre pourront être apportées en cours d'exécution.

Hypothèses de mise en œuvre de la clause :

- démarrage des prestations d'un site ou de l'ensemble des sites d'un service à une date postérieure à la notification du marché ;
- évolution du schéma d'implantations d'un service bénéficiaire (ajout ou suppression d'un site, d'un bâtiment) ;
- évolution du besoin pour les modalités de prise en charge des déchets ou de mise à disposition des contenants.

En cas de fermeture d'un bâtiment ou plusieurs bâtiments, toutes les prestations concernant ces bâtiments seraient de facto résiliées dans un délai d'un mois, sans que le prestataire ne puisse à aucun moment prétendre à une quelconque indemnisation.

Délais de préavis, formalisation de la clause et limitation des volumétries :

→ les prises en charge différées, évolutions des implantations et les modifications des conditions de prise en charge:

- l'information du titulaire s'effectue par écrit (le format dématérialisé est privilégié) ;
- le service bénéficiaire (ou l'ordonnateur) respecte un préavis minimum de 30 jours calendaires, entre la date d'information du titulaire (date de réception de la demande) et la date de prise d'effet de la décision.
- le titulaire dispose, à son tour d'un délai de 10 jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande écrite du service pour adresser son devis et transmettre le planning de collecte actualisé.

La modification par excès sera plafonnée à 50 % des quantités prévisionnelles initiales du marché.

Les modifications sont formalisées par des avenants, conclus par le pouvoir adjudicateurs ou par le service bénéficiaire. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, la copie des tous les avenants liés à la clause de réexamen, lorsqu'ils sont signés par un service bénéficiaire.

ARTICLE 6 – MODALITES DE REGLEMENT

La facturation s'effectuera mensuellement après service rendu.

6.1 La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L2192-1 à L 2192-7 du Code de la Commande Publique.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'acheteur :

Nom : CPAM de MOSELLE

SIRET : 515 260 883 00217

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions réglementaires.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

6.2 Par application de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture du titulaire établie dans les conditions fixées ci-avant et non contestée par l'Organisme.

Sur **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

6.3 Il sera effectué par le Directeur Comptable et Financier de la C.P.A.M. de MOSELLE après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur.

6.4 Le défaut de paiement dans le délai précité entraîne le paiement d'intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant (selon le cas), au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé de courir, majoré de 8 points (article R.2192-31 du CCP).

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € conformément, aux dispositions de l'article D.2192-35 du CCP.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la TVA.

ARTICLE 7 – SOUS TRAITANCE

7.1. DISPOSITIONS RELATIVE A LA SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sans avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

7.1.1. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au Pouvoir Adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration conforme à celle figurant en annexe à l'engagement, et mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) les conditions de paiement prévu par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;

d) lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

7.1.2. Le silence du Pouvoir Adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de prestataire, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

7.1.3. Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'organisme des prestations sous-traitées.

7.2. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

Le titulaire du marché joint en double exemplaire à la facture mensuelle la somme à régler par l'organisme à chaque sous-traitant concerné et inclut la TVA.

ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les prestations non conformes au marché donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après.

Toutes les pénalités sont cumulables. Elles sont retenues de la facture du Titulaire correspondant à la période où elles sont échues. Le montant des pénalités sera révisé selon les mêmes modalités que les prix du Marché.

8.1. PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les pénalités sont applicables en cas de non respect des délais d'intervention tels que prévus au cahier des clauses techniques particulières ou de non respect de la commande.

La pénalité forfaitaire sera appliquée immédiatement.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la CPAM de MOSELLE appliquera sans mise en demeure et sur le montant HT de la facture une pénalité forfaitaire de 50 € TTC par infraction.

La CPAM de MOSELLE adressera un mail au prestataire lui indiquant les prestations non exécutées dans les délais.

La non fourniture des attestations de destruction sécurisée prévues au CCTP donne lieu à l'application de la même pénalité.

Ces pénalités seront déduites du montant restant dû par la CPAM de MOSELLE ou feront l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation.

8.2. PENALITES EN CAS DE MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que son cocontractant titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, elle pourra lui appliquer des pénalités fixées à 5% du montant du marché dans les conditions suivantes.

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le cocontractant n'apporte pas au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice en informe

l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues par le contrat.

S'il n'applique pas les pénalités, le pouvoir adjudicateur pourra rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

9.1. Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui de l'organisme.

9.2. Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des prestations qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au contrat.

9.3. Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de l'organisme, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

9.4. La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève de la prestation couverte par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celle-ci.

9.5. Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité restent sous la responsabilité du titulaire.

9.6. Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels et objets qui lui sont confiés.

Sa responsabilité protège l'organisme contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée.

9.7. Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit auprès de compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et à l'organisme et engageant sa responsabilité.

9.8. Les polices d'assurance doivent être communiquées à l'organisme au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent CCAP. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire.

L'organisme peut à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurance.

9.9. Le titulaire doit prévenir l'organisme de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises à l'organisme qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG-FCS et dans le cadre des dispositions prises par l'organisme, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du service et du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou de l'organisme, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

Le Titulaire retournera avec son offre l'acte contractuel de confidentialité et son annexe joint au dossier, complété, daté et signé.

ARTICLE 11 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R324-4 du code du travail, la personne publique se fait remettre, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales (article R 24-4-1-a) ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article R 324-4-1-b) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (lorsque le titulaire emploie des salariés).

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit fournir les documents équivalents cités à l'article R 324-7 du code du travail.

Les documents et attestations énumérés dans cet article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de MOSELLE –27 rue des Messageries - 57751 METZ Cedex 9

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, la personne publique peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

La mise en demeure est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception recommandé et assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de notification. La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au titulaire.

ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être aussi résilié dans les conditions fixées par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En considération de la mission de service public, dont l'organisme contractant est investi, une résiliation de marché pourra également être envisagée de plein droit par la CPAM de MOSELLE sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

En cas de manquement au déroulement des collectes et destructions, objet du marché,

- En cas de retard dans les délais d'interventions,
- En cas d'incapacités, de mauvaise foi ou de négligence,
- En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles,
- En cas de manquement à la législation ou à la réglementation du travail,
- En cas d'augmentation annuelle du prix supérieure à 5%
- Au-delà de trois avertissements adressés par écrit au Titulaire pour cause de mauvaise qualité de service répétée et signalée (containers dégradés, traçabilité et confidentialité non respectées.),

La résiliation du marché aura lieu de plein droit en cas de liquidation des biens du Titulaire.

La résiliation sera notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec AR, ou par tout moyen permettant d'attester la date de réception moyennant un préavis de 2 mois.

En cas de fermeture ou de cession d'un des sites, les prestations pour ce site s'arrêteront de plein droit et sans indemnité, étant entendu que l'Organisme préviendra dans un délai raisonnable le Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité n'est due par la CPAM de MOSELLE au Titulaire du marché en cas de résiliation anticipée du présent marché.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITÉ

13.1 CONDITIONS D'ACCES AUX LOCAUX

Des cartes d'accès sont confiées au titulaire pour l'exécution des prestations. En cas de perte, le remplacement des badges sera à la charge du titulaire.

Le Titulaire et son personnel s'engagent :

- À confier les cartes uniquement au personnel concerné par l'activité du marché ;
- À utiliser les cartes d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité relative à l'exécution du marché, et durant les horaires d'intervention convenus entre le Titulaire et la CPAM de Moselle ;
- À assurer la protection physique des cartes fournies afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- À ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre lesdites cartes et l'adresse de la CPAM de Moselle objet du marché ;
- À avertir dans les plus brefs délais la CPAM de Moselle en cas de perte ou de vol de cartes ;
- À restituer les cartes à la CPAM de Moselle à la fin du marché.

13.2 LIENS JURIDIQUES

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire du marché demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire du marché.

13.3 OBLIGATIONS DE DISCRETION – SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire du marché et son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont ils auront eu connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; ils s'interdiront notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers.

L'ensemble des documents transportés sont des documents confidentiels, et donc couverts par le secret professionnel.

A ce titre, le Titulaire du marché s'engage à ce que les emballages transportés restent cachetés jusqu'à la remise à leur destinataire. Il ne peut en aucun cas ouvrir les emballages, même pour vérifier le contenu.

13.4 RESPONSABILITE

Le Titulaire est responsable :

- Des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution des prestations,
- Des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à l'organisme, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations.

Il est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature causés par le transport des marchandises, objet du présent marché.

A cet effet, le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurances pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 14 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15 - PARTICULARITES

La CPAM de Moselle se réserve le droit de procéder à des modifications dans l'exécution des prestations.

En cours de marché, le nombre de site ou les adresses des sites peuvent être modifiés, en plus ou en moins (vente des immeubles, aménagement de nouveaux locaux, ...).

Toute modification éventuelle pourra faire l'objet d'un avenant particulier conformément aux dispositions tarifaires mentionnées par le titulaire du marché dans son acte d'engagement.

ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES

16.1. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

Le représentant du Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des dispositions du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différends avec la CPAM de Moselle est celle exposée à l'article 45 du CCAG-FCS.

Il est précisé, que si des difficultés persistent entre la CPAM de Moselle et le Titulaire et qu'aucune négociation n'a abouti, les parties pourront, en application de l'article L. 2197-1 du Code de la Commande Publique, recourir à un tiers conciliateur ou médiateur, ce sans préjudice d'une éventuelle résolution par voie transactionnelle.

16.2. REGLEMENT JURIDICTIONNEL DES DIFFERENDS

Dans l'éventualité où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties par le biais, notamment, de l'une des voies amiables susmentionnées, le litige devrait être porté devant le Tribunal Judiciaire de METZ – 3 rue Haute Pierre, BP 81022, 57036 METZ

(Tél. : 03 87 56 75 00 - Fax : 03 87 56 75 15 - Email : accueil-metz@justice.fr)

ARTICLE 17 – CONFORMITE AU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

17.1 – DESIGNATION

Le responsable de traitement : La CPAM de MOSELLE

Le sous-traitant : Le titulaire du marché

Le sous-traitant ultérieur : Le sous-traitant du titulaire

17.2 – OBJET

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** » RGPD).

17.3 – DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour la collecte et la destruction sécurisée ou non des papiers, archives diverses et déchets de bureaux sur l'ensemble des sites de la CPAM de MOSELLE.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : Nom, prénoms, téléphone, mail, adresse.

17.4 – DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES

Les données sont conservées pendant une durée de quatre (4) ans.

17.5 – OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance
- traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
- garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
- s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

Sous-traitance

- Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 8 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

- Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement.
- Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Droit d'information des personnes concernées

- Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

Exercice des droits des personnes

- Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
- Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au Responsable du Département Immobilier.

Notification des violations de données à caractère personnel Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à l'adresse suivante :

commandes_ga.cpam-moselle@assurance-maladie.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

- Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
- Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

En outre, le sous-traitant s'engage à la demande du responsable de traitement des données à communiquer la Politique de Sécurité Informatique mise en œuvre dans l'entreprise, la localisation de ses infrastructures de stockage des données, ainsi que tout autre élément de nature à permettre au responsable de traitement des données de s'assurer que le sous-traitant présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à la demande du responsable de traitement des données :

- à détruire toutes les données à caractère personnel ou,
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou,
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - ↳ La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - ↳ Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - ↳ Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - ↳ Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

17.6 – OBLIGATION DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT

Le responsable de traitement s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

17.7 – RESPONSABILITE- DOMMAGES ET INTERETS EN CAS DE NON-RESPECT DES DISPOSITIONS LIEES A LA CONFORMITE DU RGPD

Le responsable de traitement des données se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le sous-traitant.

En cas de non-respect par le sous-traitant de ses engagements, le responsable de traitement des données se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAP sans indemnité en faveur du sous-traitant, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du sous-traitant peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les documents généraux cités à ce CCAP s'appliquent dans l'intégralité de leurs clauses pour autant qu'elles ne soient pas contraires au présent document.

Les dérogations apportées au CCAG-FCS par le présent CCAP sont les suivantes :

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG-FCS	OBJET DE LA DEROGATION
8.1	14	Pénalités
12	42	Résiliation